

RÈGLEMENT D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA LOCATION

par la Communauté de communes du Clermontais
et les communes au profit des commerces ou activités artisanales
dans les centres villes du territoire du Clermontais

I. OBJECTIFS

Ce dispositif vise à aider à l'implantation de commerces de proximité et à la reprise de fonds de commerces dans les centres villes du territoire. Cette aide prend la forme d'une subvention calculée en fonction du loyer et attribuée en co-financement avec la commune d'implantation du commerce bénéficiaire de l'aide.

II. BÉNÉFICIAIRES

Les **nouveaux commerçants et artisans proposant un maintien de commerce existant**, ou une implantation en complémentarité avec les commerces déjà existants de la commune, dans les **communes qui auront conventionné avec la Communauté de communes du Clermontais au cas par cas au sein d'un zonage dédié**.

Sont éligibles :

- ▶ Les petites entreprises (entreprises indépendantes de moins de 50 salariés) relevant des secteurs du commerce, de l'artisanat et de l'agriculture sous condition d'existence ou de projet de point de vente directe.
- ▶ Les autoentrepreneurs ou les entreprises relevant du régime fiscal de la micro entreprise.
- ▶ Les personnes physiques (pour des entreprises en cours de création).
- ▶ Les associations dans le cadre d'une activité commerciale.

Les entreprises exclues du dispositif sont :

- ▶ Les entreprises de plus de 50 salariés.
- ▶ Les entreprises dont l'activité principale relève de services financiers et assurances, immobiliers, banques et professions libérales.
- ▶ Les entreprises installées depuis plus de 6 mois dans les locaux en question, lors du dépôt de la demande (date d'entrée du bail faisant foi).
- ▶ Les entreprises faisant l'objet d'une procédure collective.
- ▶ Les entreprises dont l'activité est saisonnière.

III. DÉPENSES ÉLIGIBLES

Loyer hors taxes et hors charges relatif à la location d'un local commercial ou artisanal pour une structure commerciale, artisanale ou personne physique dans le cadre d'une implantation ou d'une reprise.

Exclusion :

- ▶ Locaux situés en zone d'activité.
- ▶ Transfert d'activité implantée sur le territoire de la communauté ayant déjà perçu une aide à la location.
- ▶ Locaux dont la société artisanale ou commerciale exploitante est propriétaire.
- ▶ Locaux dont le loyer est supérieur aux prix du marché.
- ▶ Locaux loués au titre d'un bail précaire (sauf si au-delà d'un délai d'une année le bail précaire se transforme en bail commercial).

IV. CONDITIONS D'INTERVENTION

L'aide au loyer prend la forme d'une subvention attribuée à hauteur de 20 % du prix du loyer dans la limite de **1200 Euros** annuel HT renouvelable un an, soit un montant de 2400 euros maximum sur 2 ans.

Sous réserve du **co-financement de la commune** : part communale minimum 30 %, part intercommunale 70% :

Période	Taux min d'intervention Commune	Taux max d'intervention Communauté	Plafond d'intervention annuel
2021 - 2022 - 2023	30%	70%	1 200 €

La subvention sera accordée, sous réserve de la présentation du dossier et de sa validation par une commission AD HOC et dans la **limite des fonds inscrits** au Budget de l'année en cours.

Une rétroactivité de 6 mois est prévue à compter de la date d'entrée dans local indiquée dans le Bail.

V. INSTRUCTION DES DOSSIERS ET DÉCISION

Constitution du dossier

- ▶ Un courrier daté et signé sollicitant l'aide.
- ▶ Le bail avec montant explicite du loyer.
- ▶ Une étude démontrant la faisabilité du projet et garantissant qu'il n'introduit pas de distorsion de concurrence sur la zone de chalandise.
- ▶ Une présentation de l'entreprise et de son activité : Note explicative (identité, historique, activité, perspectives d'évolution...), qui précisera notamment le code NAF de l'activité et la taille de l'entreprise au regard de la définition européenne.
- ▶ Un relevé d'identité bancaire.

Pièces complémentaires lorsque la demande est portée par une entreprise

- ▶ Kbis de moins de 3 mois.
- ▶ Statuts (avec la constitution du capital).
- ▶ Bilans et comptes de résultat du dernier exercice ou prévisionnel.
- ▶ Listing des salariés à la date de la demande en précisant pour chacun le poste occupé, le type de contrat de travail, le temps de travail et la date d'entrée dans l'entreprise.
- ▶ Attestation de régularité sociale et fiscale.

Pièces complémentaires lorsque la demande est portée par une personne physique (lors d'une création d'entreprise)

- ▶ CV du porteur de projet et des personnes clés de l'équipe
- ▶ Attestation de suivi du porteur de projet (Couveuse, Pépinière, CCI, CMA, Organisme d'accompagnement à la création)
- ▶ Prévisionnel d'activité

VI. VERSEMENT DE L'AIDE

L'aide est versée selon les modalités suivantes :

- ▶ Signature d'une convention tripartite entre le porteur de projet, la Communauté de communes du Clermontais et la commune d'implantation du bénéficiaire,
- ▶ Une avance de 20% de la **subvention total** octroyée à compter de la date d'entrée dans le local (date inscrite sur le bail) sur présentation du bail signé des deux parties.
- ▶ Le reste à percevoir versé en 4 fois, tous les semestres sur présentation des quittances du loyer mensuel.